



Thinking Africa

NOTE DE RECHERCHE

LES STRATÉGIES DE CONSOLIDATION DE L'UNITÉ NATIONALE AU CAMEROUN : ENTRE FONDEMENT DE LA DÉSUNION ET POLITIQUE DE SURVIVANCE D'UN POUVOIR AUTOCRATE

Alain Roland Tonye
Doctorant en Histoire
Faculté des lettres et sciences humaines
Université de Douala

.....

Alain Roland Tonye est Camerounais né à Mbongo Ndonga, dans l'arrondissement de Dizangué, région de la Sanaga-Maritime. Titulaire d'un Master II en Histoire politique et relations internationales et prépare une Thèse de Doctorat sur le thème "Jeunesse, Société civile et dynamique politique au Cameroun 1944-2017."

Expertise : Question de jeunesse, société civile, renaissance africaine, résolution des conflits et démocratie.

RÉSUMÉ

Le concept de l'unité nationale est, pour les hommes politiques camerounais, le socle sur lequel est bâtie leur légitimité nationaliste, depuis les indépendances. Au contenu insaisissable, l'unité nationale au Cameroun semble être un bouc émissaire pour dissuader les velléités contestataires et consolider le régime en place. Parmi les méthodes employées pour l'édification de l'unité nationale au Cameroun, l'instrumentalisation de la réunification du Cameroun en 1961, la création de l'État unitaire le 20 mai 1972 et la naissance de la République du Cameroun en 1984 en sont quelques-unes. Seulement, ces stratégies destinées à consolider l'unité nationale constituent plutôt des écueils à l'intégration nationale et au vivre-ensemble. Par voie de conséquence, elles participent à la désagrégation sociale et accentuent les irrédentismes. Pour éviter que les crises identitaires ne deviennent des obstacles à sa pérennisation, le pouvoir en place s'appuie sur le parti-État, l'équilibre régional et la militarisation du pays. Cet article défend l'idée selon laquelle seul le respect des accords de Foumban, la revalorisation des héros nationaux et la maîtrise des savoirs endogènes peuvent être un début de solution pour la construction d'une réelle unité nationale.

CONTEXTE

Cette note d'analyse s'effectue dans un contexte marqué par la résurgence des crises politico-identitaires et la promotion de l'ethno-fascisme au Cameroun. Ces deux pesanteurs, au-delà des autres matrices symbolisant la déchirure sociale, constituent des freins à l'émancipation nationale. La fragilisation de l'État camerounais, caractérisée par la criminalisation et la militarisation du jeu politique est, pour ainsi dire, la manifestation de l'échec des pouvoirs de Yaoundé à socialiser les Camerounais autour d'un destin commun et fraternel. À ce niveau, l'unité nationale brandie comme un trophée de guerre depuis la fin du maquis en 1971, est devenu un slogan creux, psalmodié par le parti au pouvoir. La crise anglophone en est la parfaite illustration de la désagrégation sociale et de la désunion de la société camerounaise. Il devient donc urgent, de trouver des solutions appropriées pour un meilleur vivre-ensemble au Cameroun.

IDÉES MAJEURES

– La première étape de désunion au Cameroun a été l'instrumentalisation de la réunification en 1961, conséquence de la résurgence de la crise anglophone.

– La recherche permanente de l'hégémonie politique est à l'origine de la création de l'Union Nationale du Cameroun (UNC), comme seul parti politique

entre 1966-1990 et de l'unification du Cameroun le 20 mai 1972.

– L'équilibre régional et la militarisation et la criminalisation du jeu politique sont des facteurs de désagrégation sociale et constituent de facto des stratégies de survivance de l'État.

– Pour réelle unité nationale au Cameroun, il faut d'abord revenir au système fédéral tel que institué par la constitution de 1961. Ensuite valoriser les héros de l'indépendance du Cameroun en créant par exemple un musée pour faire la paix entre nous et nous-même. Enfin, vulgariser l'histoire et la culture du Cameroun, creusets de la conscience nationale.

PROBLÉMATIQUE

Comment les stratégies et les pratiques politiques autour de l'unité nationale ont participé à l'accélération des crises identitaires, au repli communautaire et à l'extrémisme ?

Les logiques d'affection et de désaffection mises en place par le pouvoir en vue de la consolidation de l'unité nationale ne constituent-elles pas un moyen de survie et de stabilisation des régimes successifs d'Ahmadou Ahidjo et Paul Biya plutôt que des politiques promouvant le vivre-ensemble ?

MOTS-CLEFS

Unité nationale, crise, équilibre régional, pérennisation du pouvoir, intégration nationale.

INTRODUCTION

En août 1976, dans le *Monde diplomatique*, Pierre Gonidec, professeur à l'université de Paris-I, Panthéon-Sorbonne et directeur du Centre d'études des problèmes politiques et juridiques du Tiers-monde, affirmait que : “depuis le 1er janvier 1960, date de l'accession du Cameroun à l'indépendance, la vie politique de ce pays s'ordonne autour de deux lignes de force : d'une part, une volonté, maintes fois exprimée, d'unification politique ; d'autre part, un renforcement constant du pouvoir autour de la personne du chef de l'État, El Hadj Ahmadou Ahidjo, dont la longévité politique est exceptionnelle puisqu'il est aux leviers de commande depuis 1958”¹. Ces propos témoignent de l'ancienneté et de l'importance accordée à l'unité nationale et à la survie du pouvoir. Depuis les indépendances, le concept de l'unité nationale est devenu un terme attrape-tout à travers lequel les hommes politiques au pouvoir s'appuient pour éviter les contestations populaires, museler les opi-

1. P. Gonidec, “Un régime dominé par la stature du président Ahidjo”, *Le Monde diplomatique*, août 1976.

nions contraires et s'assurer de la continuité de leur pouvoir. À travers divers appels au peuple camerounais, dont une partie répond par le truchement des memoranda clanique et ethnique, l'unité nationale semble être une illusion au regard de la montée de l'ethno-fascisme². Pourtant, la rhétorique des discours des gouvernements camerounais permet de constater sans ambages la récurrence du concept de l'unité nationale comme creuset de la consolidation du vivre-ensemble au Cameroun. La résurgence de ce qui est convenu d'appeler la crise anglophone permet au citoyen camerounais de constater irrémédiablement l'échec des pouvoirs publics à amorcer un début de solution à une crise latente qui, d'après les accords de la conférence de Fouban n'aurait jamais été déclenchée si les pouvoirs en place avaient respecté lesdits accords. Le projet de construction de l'unité nationale, se heurte ainsi à l'ensemble des métastases sociopolitiques, freinant l'émergence d'un Cameroun sérieux et prospère, tel que voulu par les nationalistes de l'Union des Populations du Cameroun (UPC). Sous cet angle, les stratégies mises en perspective pour -l'unité nationale - par les entrepreneurs politiques, participent à fragiliser la société camerounaise enche-

2. L'ethnofascisme est un mot composé de deux termes : ethnie et fascisme. L'Ethnie renvoie aux différentes personnes qui ont une langue et une culture qui se rapprochent. Le fascisme est une doctrine que Benito Mussolini érigea en système politique et qui est caractérisé par la toute-puissance de l'État et par l'exaltation du nationalisme. Il s'agit aussi de toute attitude totalitaire visant à instaurer l'État d'exception. L'ethno-fascisme peut donc être compris comme étant une doctrine qui préconise la supériorité et la domination d'un groupe sociologique sur un autre. C'est aussi l'exaltation poussée d'un groupe qui tend à imposer une vision, une idéologie sur la base d'une supposée supériorité. Hubert Mono Ndjana définit l'ethno-fascisme comme "*étant l'auto-marginalisation d'un groupe ethnique, qui, dès lors, se mobilise activement pour la conquête du pouvoir, non sans quelques affections sadomasochistes. Il s'agit d'après le philosophe camerounais d'un fascisme qui menace l'État, technique de mobilisation, tactique pour la conquête du pouvoir.*" Voir H. Mono Ndjana, *De l'ethno-fascisme dans la littérature politique camerounaise*, Paris, Silex, 1987. Au Cameroun, c'est un concept en vogue et dont l'origine remonte aux années 1980 dans les échanges entre Sindjoun Pokam et Hubert Mono Ndjana, tous deux philosophes Camerounais. Le terme refait surface lors des élections de 2018 et inonde les réseaux sociaux. Il suffit simplement de lire les échanges houleux sur Facebook pour constater la dérive ethno-fasciste. Le Mouvement pour la Renaissance Camerounaise (MRC) par exemple est constamment taxé d'être un parti ethnofasciste à cause semble-t-il de son appartenance au groupe sociologique Bamiléké. Il se traduit aujourd'hui par un combat politique et tribal qui oppose les Bulu, détenteur du pouvoir politique et les Bamiléké détenteurs du pouvoir économique.

vêtrée dans un melting-pot sociologique. Le présent article tend à étudier la sociogenèse des stratégies de construction de l'unité nationale comme mobile de la désunion nationale et comme facteur de pérennisation du pouvoir de Yaoundé. En d'autres termes, il s'agit d'analyser comment les stratégies et les pratiques politiques autour de l'unité nationale ont participé à l'accélération des crises identitaires, au repli communautaire et à l'extrémisme. Les logiques d'affection (équilibre régional) et de désaffection (la répression du peuple) mises en place par le pouvoir en vue de la consolidation de l'unité nationale ne constituent-elles pas un moyen de survie et de stabilisation des régimes successifs d'Ahmadou Ahidjo et Paul Biya plutôt que des politiques promouvant le vivre-ensemble? Ce travail se propose d'abord de montrer comment au fil du temps les méthodes pour unir les Camerounais ont été un facteur de désintégration sociale. Ensuite, il s'agit de montrer que ces logiques ont paradoxalement participé à la consolidation du gouvernement de Yaoundé. Enfin, nous examinerons quelques solutions pour une réelle unité nationale au Cameroun.

I- LA QUÊTE DE L'UNITÉ NATIONALE AU CAMEROUN : FACTEUR D'INSTABILITÉ ET DE DÉSINTÉGRATION SOCIALES.

A- *Un Kamerun, deux indépendances, deux réunifications : première étape de l'effritement de l'unité nationale.*

Depuis 1938 au Cameroun français, le mouvement nationaliste connaît un regain d'intensité avec notamment la création de la Jeunesse Camerounaise Française (JEUCAFRA). Mouvement à tendance germanophobe, la JEUCAFRA défend non seulement les intérêts français mais aussi ceux camerounais³. C'est dans ce mouvement que les Camerounais, simples dominés vont pour la première fois s'initier à la chose politique. Avec le début de la Deuxième Guerre Mondiale, les mutations politiques et sociales s'accélérent avec la création de l'Union des Syndicats Confédérés du Cameroun (USCC) le 18 décembre 1944 à la suite de la conférence africaine de Brazzaville. La création de l'UPC en 1948 constitue le point d'orgue du mouvement et le début d'un nationalisme poignant et intransigeant. La mobilisation des jeunes, des femmes, des syndicalistes, constituent entre autres l'un des facteurs ou les facteurs?? qui ont poussé la France à accepter finalement l'idée d'indépendance du Cameroun français. Mais avant, il fallait s'assurer de la continuité du

3. Pour plus d'informations sur ce mouvement, lire à cet effet, E. Tchumtchoua, *De la JEUCAFRA à L'UPC. L'écllosion du nationalisme camerounais*, Yaoundé, Clé, 2006.

système politique colonial pour permettre à la France d'avoir encore et toujours la main mise sur les ressources au Cameroun. C'est pourquoi, face à l'intransigeance de l'UPC, la France se lance dans une guerre meurtrière à partir du 18 décembre 1956. Cette guerre va faire près de 100 000 morts⁴.

Pour s'assurer de cette continuité, deux manœuvres sont mises en perspective : la première consiste à vider l'indépendance de son contenu et la rendre exsangue. La deuxième consiste en la signature des accords de coopération. Selon Abel Eyinga, "les accords de partenariat signés entre l'État du Cameroun sous tutelle et la France sont une sorte de reconduction du système colonial, mais sous forme de contrat. Le système colonial n'était plus imposé par la force. Il était contractualisé."⁵ C'est contre cette contractualisation du système colonial que les nationalistes de l'UPC organisent une deuxième guerre d'indépendance, cette fois contre le régime néocolonial et ses soutiens.

De l'autre côté de la rive du Mounjo, l'indépendance, contrairement au Cameroun français, est négociée. Au gré des conférences, des concertations, des modifications constitutionnelles, le Cameroun anglophone accède à l'indépendance le 1^{er} octobre 1961. En effet, l'administration coloniale britannique avait ceci de particulier qu'elle administrait ses territoires par le biais des "indigènes" qui, à travers cette implication, s'exerçaient à la gestion des affaires du territoire. C'est ce qu'on appelle l'*Indirect Rule*. Par cette méthode d'administration, l'Angleterre, même si elle garde un œil sur ses colonies, ne s'assure pas que sa politique perdure. Le soin est désormais réservé aux peuples autochtones de diriger leur territoire sur la base des prérequis politico-institutionnels initialement intégrés. La pratique du gouvernement indirect a permis le maintien des chefferies traditionnelles et favorisa l'éclosion d'une forme d'autogouvernement, si bien qu'avant l'indépendance la liberté de la presse, le pluralisme politique et l'alternance démocratique existaient déjà dans la partie anglophone⁶. L'on se trouve ainsi avec deux indépendances obtenues non seulement différemment, mais dont le contenu diffère remarquablement : d'un côté, une indépendance vidée de sa substance, confisquée par la France et ses succédanés, auréolée par les accords de partenariat pour s'assurer de la continuité politique ; de l'autre

côté, une indépendance réelle, dénuée de tout lien réel avec l'Angleterre. En pratique, cela fausse le projet de construction de l'État camerounais. L'échec de cet objectif est perceptible dans le projet de réunification des deux Cameroun, anglophone et francophone.

En effet, tout comme l'indépendance, la réunification est perceptible de deux manières. Si pour les autorités politiques du Cameroun britannique la forme de l'État à négocier est définitive et scelle complètement le mariage, pour Ahmadou Ahidjo et la France, tel n'est pas le cas. Pour ces derniers, la forme de l'État négociée constitue simplement une étape pour atteindre l'État unitaire. D'après les auteurs Thomas Deltombe, Manuel Domergue et Jacob Tatsitsa, "*Pour Ahidjo comme pour le reste de la classe politique en général, l'intérêt de la réunification est moins évident, car elle suppose le partage du pouvoir avec, de surcroît, des populations qu'ils considèrent, du fait de l'histoire et de la langue coloniales, comme étrangères*"⁷.

La conférence de Foumban, la plus importante parmi toutes les conférences organisées pour la réunification des deux Cameroun, scelle le destin politique du Cameroun et dévoile les stratégies néocoloniales d'inspiration franc-africaine. En effet, la France qui tient son empire colonial d'une main de fer malgré le simulacre d'indépendance, manœuvre cette réunification sous l'égide de ses services secrets. Pour s'assurer de la continuité de sa politique, Ahidjo et la France mettent en place un processus d'annexion du Cameroun britannique. Ce processus d'engloutissement se matérialise par une intense politique d'assimilation culturelle⁸, juridique et administrative. Cette politique annexionniste se caractérise par la constitution taillée sur mesure à la faveur d'Amadou Ahidjo et de la France. Alors que les Anglophones mettaient un accent sur les droits de l'homme et des libertés fondamentales, les conseillers français, "*Avaient élaboré un texte retors de nature fédérative, où l'essentiel des pouvoirs reposait dans les mains du président fédéral. N'ayant pas pu imposer un régime présidentiel lors de la constitution de 1960, l'occasion était belle d'y revenir... Car dans ces pays, mieux vaut un seul potentat plutôt que plusieurs : le despotisme éclairé en quelque sorte*"⁹.

Pour donner un caractère juridique à cette décision, la loi n° 61-24 du 1^{er} septembre 1961 portant révision constitutionnelle et tendant à adapter la Constitution

4. Interview de Manuel Domergue sur TV5 Monde, le 11 janvier 2011.

5. G., Le Roy, V., Ozouf, *Cameroun, autopsie d'une indépendance*, Program 33, 2007, 52'.

6. International Crisis Group, *Cameroun : la crise anglophone à la croisée des chemins*, Rapport Afrique N°250, 2 août 2017, p.2.

7. T. Deltombe, M. Domergue, J. Tatsitsa, *Kamerun ! Une guerre cachée aux origines de la Françafrique 1948-1971*, Paris, La Découverte, 2011, p. 483.

8. *Ibid.*, p. 485.

9. *Ibid.*, p. 484.

du 4 mars 1960 aux nécessités du Cameroun réunifié¹⁰ est promulguée. En 1961, il ne s'agit pas d'une nouvelle constitution comme ça devrait l'être du fait du mariage entre les deux Cameroun, mais plutôt d'une révision constitutionnelle. Pourtant, "*Alors que les représentants anglophones croient participer à une constituante devant aboutir à la rédaction d'une constitution garantissant un fédéralisme égalitaire et une large autonomie des Etats fédérés, Ahidjo leur impose une constitution toute rédigée qui accorde de larges compétences à l'exécutif de l'État fédéral au détriment des deux Etats fédérés (le Cameroun occidental et le Cameroun oriental)*"¹¹. En d'autres termes, la constitution adoptée le 1^{er} septembre 1961 est une copie modifiée de la constitution du Cameroun français de 1960 qui était adaptée aux réalités du Cameroun français et non à celles du Cameroun anglais. Alors que la réunification du Cameroun voulue par les nationalistes de l'UPC était basée sur un véritable projet national du vivre-ensemble, celle voulue par le pouvoir en place constituait une réunification instrumentalisée à caractère impérialiste. On peut donc penser que c'est "*une réunification mal conduite, fondée sur un projet centraliste et assimilationniste, qui a mené à un sentiment de marginalisation économique et politique de la minorité anglophone et à une prise en compte défectueuse de sa différence culturelle*"¹². L'unification du Cameroun le 20 mai 1972 accentue un peu plus ce nihilisme culturel des anglophones.

B- Epilogue : 20 mai 1972- 11 octobre 1984. De l'État unitaire à la République du Cameroun ou l'institutionnalisation de la désunion

La chronologie des événements politiques au Cameroun permet que l'on s'intéresse à des dates importantes, sans lesquelles la compréhension de l'évolution de l'histoire reste ombragée. En effet, le projet d'annexion du Cameroun occidental est inscrit dans l'agenda des dirigeants camerounais dès les premiers moments de la négociation. Leur comportement et leur agissement attestent de ce qu'il s'agissait bien évidemment de coloniser les anglophones¹³. Aux straté-

gies politiques, économiques et juridiques pour occuper le Cameroun anglophone, se greffent par la suite le mépris et la désinvolture des dirigeants. Pour le comprendre, il est institué à partir du 11 février 1965 au Cameroun, la fête de la jeunesse. Pourtant historiquement, cette date est considérée comme un jour où une partie du Cameroun anglophone s'est ralliée au Nigéria voisin. Entre 1961 et 1964, elle est d'ailleurs décrétée journée de deuil national au Cameroun. Mais en 1965, la donne change. La journée de deuil national devient, de fait, sur la base des calculs politiques, une journée de fête, celle des jeunes. C'est le début du mépris anglophone. Les crispations atteignent leur paroxysme le 20 mai 1972. En effet, dans ses ambitions hégémoniques, Ahmadou Ahidjo décide de manière unilatérale d'outrepasser la constitution et de créer un État unitaire. Au-delà des polémiques juridiques autour du référendum du 20 mai¹⁴, l'on doit préciser qu'elle constitue avant tout une question politique.

Pour le comprendre, il faut préciser que Ahidjo qui considérait la réunification de 1961 comme une étape, décide de s'arroger tous les pouvoirs, les pouvoirs du droit divin. Par voie de conséquence, ce référendum est considéré comme un acte politique et juridique à l'origine d'un pouvoir autocrate et jacobin. Arme incendiaire dont la principale composante est la marginalisation et la frustration des anglophones, l'uni-

14. Le référendum du 20 mai 1972 est un sujet qui ne fait pas l'unanimité parmi les spécialistes du droit. Deux thèses s'affrontent à ce sujet : la thèse d'une révision constitutionnelle et la thèse de l'écriture d'une nouvelle constitution. La première thèse est divisée en deux sous-thèses : ceux qui penchent pour la régularité du référendum et ceux qui penchent pour l'irrégularité. La première tendance, dominée par Emile Mbarga, incline à penser que l'opération de révision de la Constitution du 1^{er} septembre 1961, matérialisée par le référendum de 01972, était parfaitement régulière. Pour soutenir sa position, l'auteur rappelle l'article 2 (alinéa premier) de la Constitution de 1961 : "la souveraineté nationale appartient au peuple camerounais qui l'exerce soit par ses députés à l'Assemblée fédérale, soit par voie de référendum". La deuxième tendance, contraire à la première est soutenue par Etienne Charles Lekene-Donfack qui soutient que la décision prise par Ahmadou Ahidjo de convoquer le référendum en date du 20 mai 1972, était irrégulière parce qu'elle l'a été en application d'un texte inconstitutionnel (la loi n° 69/LF/15 du 10 novembre 1969) qui n'a pu être maintenu en vigueur que parce que, aux termes de l'article 14 de la Constitution du 1^{er} septembre 1961, seul le président de la République a compétence pour saisir la Cour fédérale de justice lorsqu'il estime qu'une loi fédérale ou une loi de l'un des États fédérés est adoptée en violation des dispositions de la Constitution ou d'une loi fédérale. Pour plus d'information sur ce débat, lire à cet effet Pierre Fabien Nkot, Op.cit., pp. 673-688.

10. Pierre Fabien Nkot, "Le référendum du 20 mai 1972 au Cameroun : analyse de quelques tendances de la doctrine", *Les Cahiers de droit*, Volume 40, numéro 3, 1999, p. 671.

11. International Crisis Group, Op.cit., p. 3.

12. *Ibid.*, note de synthèse.

13. D'après certains auteurs, Ahidjo était parti à Foumban avec un projet de constitution bien ficelé par les constitutionnalistes français. C'est ce projet de constitution qui a été imposé aux anglophones marquant ainsi la première étape de l'annexion du Cameroun britannique. Lire à cet effet, D. Abwa, *Cameroun : histoire d'un nationalisme 1884-1961*, Yaoundé, CLE, 2010.

fication marque un tournant décisif dans l'histoire du Cameroun. Comme le reconnaît le juriste Fabien Nkot, la question du référendum est perçue comme le lieu géométrique de la confrontation politique au Cameroun, la principale menace d'implosion de l'État camerounais¹⁵.

Or, le partage du Cameroun a non seulement instauré deux langues et deux cultures différentes, mais surtout de manière inégale. Cette disproportion géographique et démographique en faveur des Francophones complique encore plus le maintien de l'unité nationale tout comme le processus postcolonial de construction nationale dans un pays déjà multilingue et culturellement très diversifié.¹⁶ Cet acte a participé à faire émerger dans la conscience des Anglophones, un esprit de radicalisation systématisé par la résurgence du courant sécessionniste. Pour le sociologue Piet Konings et l'anthropologue Francis B. Nyamnjoh, “[l'État unitaire] a créé une désillusion pour la majorité des Anglophones, qui regrettaient fortement la perte de l'autonomie de leur région, de même que les tendances hégémoniques et assimilationnistes francophones. Progressivement, on a pu observer l'émergence d'une conscience anglophone : un sentiment parmi les Anglophones que leur communauté, de par son héritage colonial distinct, était marginalisée, exploitée et assimilée par l'État à dominance francophone, et même par la population francophone elle-même”.¹⁷

L'instrumentalisation de ce dessein national à mi-chemin entre la personnalisation d'un pouvoir autocrate et la consolidation du projet hégémonique France-Ahidjo a conduit *in fine* à légitimer les dirigeants, mais aussi à fracturer la société camerounaise, dont l'une des conséquences réside dans la résurgence du problème anglophone.

En 1984, l'assujettissement des anglophones s'achève par la naissance de la République du Cameroun. Ceux-ci considèrent la dénomination du nouvel État comme l'effacement complet et irréversible de l'entité anglophone. Pourtant, le nom “République du Cameroun” peut s'interpréter par les plus avertis comme la volonté manifeste des dirigeants camerounais à unir tous les Camerounais autour d'un destin commun et fraternel. “République” ne signifie-t-elle

pas la chose de tout le monde? En d'autres termes, le Cameroun n'appartiendra ni à un groupe sociologique, ni à un parti politique; mais plutôt à tous les Camerounais quels qu'ils soient. Cependant, nonobstant cette vision apparente d'union nationale, le projet d'unité se heurte aux réalités historiques et politiques. Le nouveau nom du Cameroun, ancien nom du Cameroun francophone, marque ainsi le point culminant d'un long épisode d'assimilation et l'éclosion des contestations anglophones. Il s'agit d'après le politologue Aboya Manassé Endong de “l'acte final du processus d'assimilation historique de leur identité particulière”¹⁸. De même, la division de la région anglophone en deux régions, le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, ainsi que le passage du drapeau du pays, de deux à une seule étoile, constituent le terreau de la contestation. Ces contestations se caractérisent par la création du Social Democratic Front (SDF), le 26 mai 1990, parti politique à dominance anglophone en réaction au processus d'annexion et favorable au retour du multipartisme. C'est le début d'une horde de revendications qui passent par l'organisation de la *All Anglophone Conference* (AAC) en 1993, qui, concernant la forme du gouvernement, réclame le fédéralisme.

L'argumentaire qui précède permet de comprendre, au regard des différents actes posés par les dirigeants du Cameroun qu'il s'agit d'un projet néocolonial vis-à-vis des anglophones. La finalité de ce projet, soutenu en arrière-plan par la France, dans le but ultime d'exploiter le “Cameroun utile”¹⁹ et d'éliminer l'adversaire historique qu'est la Grande-Bretagne, est d'asseoir un régime illégitime et fantoche, afin d'inhiber la communauté anglophone. Ce projet, basé sur l'unité nationale a participé à fragiliser le tissu social camerounais et à fragmenter les Camerounais autour des notions d'anglophonie et de francophonie. Les théories de consolidation de l'unité nationale sur lesquelles s'appuient depuis les indépendances les dirigeants

18. Manassé Aboya Endong, “Menaces sécessionnistes sur l'État camerounais”. in *Le Monde diplomatique*, décembre 2002.

19. Par exemple que la découverte des gisements de pétrole a poussé le président Ahidjo à accélérer son projet d'unité afin d'éviter toute réaction pouvant conduire aux velléités sécessionnistes. Ces derniers étant convaincus de leur marginalisation politique des tentatives de “francisation” et de la faiblesse de la mise en œuvre des ressources à leur profit (en particulier le pétrole). Il en est de même en 1984 lorsque deux ans après avoir remplacé Ahmadou Ahidjo, le président Paul Biya décide de modifier la constitution et de supprimer l'adjectif “Unie” et de revenir à l'appellation République du Cameroun. Kpwang Kpwang, cité par J. Tchinda Kenfo, “Le problème anglophone au Cameroun : réponse par le développement participatif au développement territorial”, NDR n° 29, Thinking Africa, juillet 2017, p. 4.

15. *Ibid.*, p. 668.

16. Michel Olinga, “Aspects de la construction nationale après les indépendances camerounaises : le désir de sécession (1960 – 2009)”, Thèse de Doctorat en Etudes anglophones, Université Paris-Sorbonne, 2011, p. 4.

17. Piet Konings, Francis B. Nyamnjoh cités par la Confédération suisse sur “la crise du Cameroun anglophone”, Berne-Wabern, 25 septembre 2018, p. 8.

camerounais, constituent l'une des causes majeures de la désagrégation sociale du Cameroun. Toutefois, ces théories inventives participent également à pérenniser le pouvoir politique de Yaoundé.

II- UNITÉ NATIONALE : STRATÉGIE DE LA PÉRENNISATION D'UN POUVOIR AUTOCRATE DÉPOURVU DE LÉGITIMITÉ NATIONALISTE

A- Le parti unique ou la consécration d'un pouvoir hégémonique

L'une des étapes de l'assimilation du Cameroun anglophone est la création du parti unique, l'Union Nationale Camerounaise (UNC) le 1^{er} septembre 1966. En effet, dépourvu d'héritage nationaliste pour n'avoir, véritablement pas mené le combat pour l'indépendance, Ahidjo a structuré son pouvoir autour des concepts susceptibles de lui garantir une image et un héritage symboliques : la réunification et l'unification²⁰. La disparition du multipartisme et, plus profondément, l'altération des comportements tribaux favoriseront la naissance d'une conscience nationale camerounaise²¹. La création du parti unifié, permet l'instauration de la pensée unique et contribue à dissoudre et éliminer toute idée de contestation et de protestation au sein du pays. L'UNC devient ainsi la nouvelle machine de répression politique et idéologique destinée à éliminer tous les adversaires politiques, en particulier les Anglophones considérés comme un potentiel danger, succédanés de l'UPC. L'interprétation rapide que l'on peut faire de la création de l'UNC est que ce parti politique, loin d'être un grand parti censé unifier les Camerounais autour d'un seul dessein, l'unité nationale, est avant tout un parti-Etat destiné à consolider l'hégémonie politique d'une classe autocrate.

S'il est convenu de dire que l'UNC est un parti de masse comme le montre Jean François Bayart²², le moins que l'on puisse dire est qu'il s'agit d'un parti destiné à homogénéiser les comportements politiques des adversaires. L'objectif est, pour la cause, de reciviliser les actes susceptibles de remettre en question la vision du *pontifex maximus*²³. On assiste à une espèce de féodalisation du pouvoir politique, avec, pour ainsi

dire, la dévolution, la personnalisation et la théocratisation du pouvoir politique d'Ahmadou Ahidjo, puis, par la suite, de Paul Biya. On en veut pour illustration cette assertion tirée de la *Contribution à la construction nationale* du président Ahidjo : "le président Ahidjo est le chef de l'exécutif de la République fédérale du Cameroun. En fait, il incarne l'exécutif à lui tout seul, car il est directement responsable devant le peuple, et les Ministres de son Gouvernement, dont le choix est entièrement laissé à son appréciation personnelle, sont responsables devant lui (...). Le président Ahidjo est également chef suprême de l'Union Camerounaise (...). Ce parti se fait fort de devenir l'unique parti, par conséquent lorsque le président Ahidjo parle, et même lorsqu'il ne le fait qu'en tant que leader de l'Union Camerounaise, tout citoyen de la République Fédérale du Cameroun doit l'écouter avec sérénité"²⁴. Achille Mbembe ajoute qu'il procède par admonestations, cajoleries, blâmes, flatteries, mais aussi et souvent, crimes et châtements. On lui doit tout. Lui-même se prétend capable de tout donner, à condition que soit acceptée la soumission à lui²⁵.

Héritier d'un pays déchiré par la guerre d'indépendance, Ahidjo met en place un ensemble de stratégies pour consolider son pouvoir en s'appuyant sur la formule incantatoire de l'unité nationale. D'abord, au nom de l'unité nationale, il accentue la répression contre l'UPC à l'Ouest-Cameroun : exécutions sommaires, massacres, têtes coupées, emprisonnement, guerre psychologique. Ensuite, il coopte et idéologise les jeunes jugés fougueux à la politique gouvernementale. La technique consiste à se remettre en cause afin d'accepter une refonte totale de la vision qu'on s'est faite : c'est le réarmement moral, une technique d'inspiration catholique initiée par Louis Paul Aujoulat²⁶. Puis, il utilise la croissance économique comme outil de contrôle des élites et des masses populaires afin d'asseoir son hégémonie. Pour y parvenir, Ahidjo laisse les hauts fonctionnaires, les cadres du parti et les personnalités importantes profiter de leur position pour s'enrichir personnellement²⁷. Ce sont ces personnalités, membres de l'UNC-RDPC qui deviennent

20. A. Z. Tamekamta, "Cameroun : piliers de la présidence Biya et perspectives", NDR n° 14, *Thinking Africa*, novembre 2014, p. 2.

21. J. F. Bayart, "L'Union Camerounaise", *Revue française de science politique*, n° 4, 1970, p. 688.

22. *Ibid.*

23. C'est le titre qu'a pris Auguste en l'an 12 avant notre ère. Ce titre lui conférait tous les pouvoirs politiques, législatifs, juridiques, économiques.

24. Cité par A. R. Pegha, "Équilibre régional modèle de promotion de l'unité nationale au Cameroun pour un meilleur vivre-ensemble : illusion ou réalité", in J. Nkoyock (sous dir), *Le vivre ensemble et la dynamique du lien social au Cameroun. « Quel Cameroun voulons-nous pour nos enfants ? »*, Edi-CAD, Douala, 2019, p. 58.

25. A. Mbembe, *Les jeunes et l'ordre politique en Afrique noire*, Paris, L'Harmattan, 1983, pp. 16-17.

26. Pour plus d'information sur ce procédé d'endoctrinement des jeunes, lire à cet effet, T. Deltombe, M. Domergue, J. Tatsitsa, *Op.cit.*, pp. 197-198.

27. *Ibid.*, p. 581.

sous Paul Biya, les barons de l'économie et les hommes les plus puissants : Joseph Kadji Defosso, Maire RDPC de Bana à l'Ouest du Cameroun ; Victor Fotso, Maire RDPC de Bandjoun, la famille Fadil, la famille Mukete ; James Onobiono, la famille Muna, la famille Fouda, la famille Hayatou²⁸.

Toujours au nom de l'unité nationale, Ahidjo multiplie les arrestations arbitraires et les purges politiques après les indépendances. Les camps de concentration comme Tcholliré, Mantoum et Yoko deviennent tristement célèbres. Il installe pendant vingt-cinq ans de règne une dictature féroce qui s'alimente de la croissance économique dont jouit le pays. Dans les faits, la création de l'UNC et, la politique d'ensauvagement des nationalistes de l'UPC, participent non pas à consolider l'unité nationale du Cameroun, mais plutôt à maintenir le pouvoir vacillant d'un homme choisi, de fait, par la France pour assurer le destin du Cameroun. C'est dans ce sens que Ahidjo installe le système des "dogaris" c'est-à-dire la *lamidarisation* structurelle et fonctionnelle à travers tout le pays, pour mieux régner en lamido tout puissant et en potentat absolu²⁹. Il est loisible de constater sans circonspection que les logiciels utilisés pour implanter l'unité nationale au Cameroun n'ont pas participé à l'intégration nationale. Au contraire, ils ont participé à la désintégration sociale et au renforcement du repli identitaire, avec, notamment, la politique de l'équilibre régional.

B- L'équilibre régional et la militarisation de l'État : stratégies de survivance de l'État

S'il est convenu aujourd'hui d'affirmer que les méthodes utilisées par les gouvernements successifs du Cameroun pour l'unité nationale constituent des écueils à l'intégration nationale, il faut également préciser que d'autres stratégies, plus subtiles et systématisées sont usitées pour consolider le pouvoir de Yaoundé. Il s'agit par exemple de l'équilibre régional et de la militarisation de l'État. Au chapitre de l'équilibre régional, il faut admettre qu'il s'agit d'une technique utilisée par l'État camerounais pour permettre la représentativité de toutes les régions dans les concours officiels. Si cette méthode semble porter ses fruits pour les entrepreneurs politiques camerounais, le moins que l'on puisse dire est qu'elle participe à raviver les crispations sociologiques et à renforcer le communautarisme, au détriment de l'État. L'État camerounais, fragilisé par le tribalisme et les replis identitaires est en perte de repères et ce d'autant plus que son pouvoir est considéré comme coercitif et illégitime.

28. A. Zozime Tamekamta, Op.cit., p. 5, en note.

29. A. R. Pegha, Op.cit., pp. 63-64.

Pour survivre dans cette atmosphère, les hommes politiques tablent sur la politisation de l'ethnie et l'ethnisation de la politique à travers la logique de *diviser pour mieux régner*. Ceci est perceptible dans la floraison des partis politiques, près de trois cent cinq partis³⁰, assimilables pour certains, aux unités linguistiques que compte le Cameroun. L'équilibre régional plutôt tribalisant qu'unificateur permet la survie d'un État autophage en quête de légitimité. Il permet de museler autant que faire se peut les vellétés contestataires et protestataires dans les différentes régions. Il s'agit manifestement d'un facteur de pacification des relations entre un pouvoir monopolistique et hégémonique et une société traversée par les clivages ethniques. Le décret présidentiel n° 82/407 du 7 septembre 1982, complétant et modifiant celui n°75/496 du 3 juillet 1975 fixant le régime général des concours administratif est illustratif. Il stipule que la répartition des places pour les concours de la fonction publique tient compte de la "région d'origine des parents". L'article 56 précise que le "Ministre chargé de la fonction publique procède à la répartition des places entre les candidats, suivant leurs "provinces d'origine" (...) En ce qui concerne les établissements nationaux de formation, les concours d'entrée obéissent aux mêmes règles de répartition"³¹.

D'après Alain Patrick Yodou Sibeudeu, on croirait à première vue qu'il ne s'agit dans ce texte que d'une simple répartition des places selon un critère purement territorial ou géographique. Car ni la notion de région, ni celle de groupe ethnique n'apparaissent dans le décret. Mais à vrai dire, il ne s'agit là de rien d'autre qu'une politique de redistribution ethnique élaborée par l'autorité politique pour la satisfaction de la demande à l'accès des différents groupes ethniques qui composent la société camerounaise³². Pour pallier les inégalités de développement entre les régions, les quotas ont été institués par région. Le tableau ci-dessous présente lesdits quotas de la répartition des places dans la fonction publique :

30. D'après le Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, de 1985 à 2018, il existe 305 partis politiques légalisés conformément à la loi n° 90/056 du 19 décembre 1990 relative aux partis politiques.

31. *Minfopra*, Décret n° 82/407 du 07/09/1982.

32. Alain Patrick YODOU SIBEUDEU, "Justice politique et prévention des conflits dans les sociétés pluriethniques: cas de la politique de l'équilibre régional au Cameroun.", Master II en sciences sociales, option: gouvernance et actions publiques, Université catholique d'Afrique centrale, 2011, p. 46.

Tableau 1. Répartition des places dans l'administration publique au Cameroun

Province/région	Quotas
Province du Centre	15 %
Province du Sud	4%
Province de l'Adamaoua	5 %
Province de l'extrême-Nord	18 %
Province du Nord	7%
Province de l'Est	4 %
Province du Littoral	12 %
Province du Nord-Ouest	12 %
Province du Sud-Ouest	8 %
Province de l'Ouest	13 %
Anciens militaires	2 %

Source : Minfopra, Décret n° 82/407 du 7 septembre 1982.

Au niveau des différents pouvoirs, les mêmes critères de représentativité ethnique sont respectés. Au niveau du pouvoir législatif par exemple, le sénat d'après Yodou Sibeudeu, s'avère être l'organe par excellence de la représentation des composantes ethniques du Cameroun. C'est lui qui "représente les collectivités territoriales décentralisées" qui ne sont rien d'autres que les différentes régions ou provinces, découpées, selon les contours des frontières des grands groupes ethniques. Ces collectivités sont représentées en effet selon le critère de l'égalité arithmétique : "Chaque région étant représentée au Sénat par dix (10) sénateurs"³³. Au regard de la perspective d'équilibre régional, il est loisible de constater que c'est une théorie qui, non seulement nourrit le terreau du tribalisme, mais participe à garder le souffle d'un pouvoir pourtant exsangue.

Une autre stratégie qui, croit-on savoir, participe à renforcer l'unité nationale est la toute puissante armée. En effet, l'armée camerounaise a toujours joué un rôle fondamental dans le processus d'émancipation du Cameroun. Forcée sur les méthodes coloniales par les "malades d'Indochine" sur la base de la Doctrine de la Guerre Révolutionnaire (DGR)³⁴, l'armée camerounaise a toujours été au centre des polémiques des organisations internationales concernant le pays. L'armée a en effet été un acteur clé dans la liquidation des nationalistes de l'UPC et a participé par ricochet à maintenir le Cameroun "dans l'orbite de la

33. *Ibid.*, p. 49.

34. La DGR est une théorie contre la subversion et contre-révolutionnaire initiée par les anciens militaires français qui ont combattu en Indochine et en Algérie. On les appelle, les "malades d'Indochine". Il s'agit par exemple du Daniel Doustin, délégué du Haut-Commissaire du Sud Cameroun, du Lieutenant-colonel Jean Marie Lambertson superviseur de la structure militaire de la zone de pacification en Sanga-Maritime.

France" et à l'abri de la "contagion communiste"³⁵. Plus récemment, l'armée camerounaise a été indexée pour des abus (exécution sommaires, disparitions forcées, etc.) exercés dans le cadre de la lutte contre Boko Haram par certaines Organisations Non Gouvernementales (ONG) notamment Amnesty International³⁶. La formation des militaires camerounais obéit depuis la période coloniale à un souci d'endoctrinement et de lutte contre ce qui est appelé la "subversion". Pour cela, l'armée camerounaise est devenue la pierre philosophale de la construction de la nation camerounaise, chargée de l'ordre et de la sécurité. Son objectif est, de devenir le creuset de la jeune nation et de créer de toutes pièces un sentiment de cohésion nationale³⁷. Depuis le président Ahidjo jusqu'à Paul Biya, l'armée camerounaise est utilisée pour la consolidation de l'unité nationale³⁸. D'après les tenants de cette thèse, une nation ne peut être forte et solide que si elle s'appuie sur une force armée capable de garantir la cohésion sociale. Au-delà de cet aspect purement politique, il faut dire que l'armée camerounaise est une partenaire ontologique de l'État camerounais, depuis les indépendances.

La construction de l'État du Cameroun s'est faite sous le prisme bienveillant de l'armée qui assure sa survie. Le goût démesuré à se servir de l'armée par les politiques camerounais s'explique par la rhétorique de la contestation de l'ordre colonial, entretenue par l'UPC depuis 1948. L'hypothèque UPC levée en 1971 avec la mort du dernier résistant, ce glaciaire présidento-sécuritaire pour reprendre l'expression de l'historien Alphonse Zozime³⁹ sera alimenté par l'ensemble de métastases insurrectionnelles orchestrées par les différents acteurs sociopolitiques. Il s'agit par exemple de la crise de succession qui a secoué le Cameroun entre 1983-1984 entraînant une crise de légitimité du pouvoir⁴⁰, des marches de Bamenda du 26 mars 1990, de la brutalité exercée sur les étu-

35. T. Deltombe et als, *Op.cit.*, p. 435.

36. Voir le rapport d'Amnesty International

37. *Ibid.*, p. 436.

38. Les différents thèmes du 20 mai au Cameroun, considéré comme fête nationale et de fête de l'armée, illustrent la charge symbolique et le rôle de l'armée dans la dynamique de l'unité nationale au Cameroun. En 2011 par exemple, le thème du 20 mai était "Armée camerounaise, creuset de l'unité nationale, socle des institutions démocratiques, garante du développement socio-économique." En 2017, le 20 mai était placé sous le thème, "Armée et Nation, en parfaite synergie pour un Cameroun uni dans sa diversité, attaché aux idéaux de paix, de stabilité et de prospérité"

39. A. Zozime Tamekamta, *Op.cit.*, p. 3.

40. Bigombe Logo, P., Menthong, H.-L., "Crise de légitimité et évidence de la continuité politique", *Politique Africaine*, n° 62, 1996.

dians par l'armée à l'université de Yaoundé en 1991, des villes mortes de 1992, de la répression des étudiants à l'université de N'Gaoundéré le 31 janvier 2002, des tirs nourris sur les étudiants à l'université de Buea le 28 avril 2005⁴¹, des émeutes de février 2008 et surtout de la répression des Anglophones à partir de novembre 2016.

La multiplication des revendications et des contestations sociopolitiques née du désir de délégitimation et de remise en cause de l'autoritarisme, a poussé les dirigeants camerounais à institutionnaliser la peur qui est devenue endémique. En conséquence, on assiste à la "sécurisation des dirigeants, à l'insécurisation des dirigés aboutissant ainsi à la pérennisation au pouvoir"⁴². Cette brutalisation forcenée des esprits par l'armée camerounaise permet d'arriver à la conclusion selon laquelle elle est non pas au service du peuple camerounais, mais au service d'une bourgeoisie compradore avec pour objectif bien défini de protéger le régime. Les contestations multiformes qui travaillent le pouvoir de Yaoundé depuis les indépendances prouvent à suffisance le caractère coercitif, impopulaire et illégitime du pouvoir en place. L'ordre et la sécurité semblent donc constituer, la panacée pour la survie du pouvoir. "Le manque de légitimité entraîne-t-il affirme Chantal Pélagie Belomo, une surprotection du chef de l'État et conduit-il à une hantise sécuritaire. L'illégitimité contribue à la fabrication du mythe de l'institution et de la fonction. La sécurisation façonne l'image du président en termes de puissance. La sécurité qui est affiliée à sa fonction lui consacre des attributs de pouvoir, d'influence et d'autorité. L'apparat et la mise en scène du système de dissuasion viennent conforter cette image"⁴³. Elle poursuit en précisant que "le pouvoir se construit ici dans la complexité. Le vide qu'aurait dû remplir la légitimité que confèrent le processus démocratique et l'action politique est désormais comblée grâce à l'armada sécuritaire, elle-même contribuant à la sacralisation, à la mystification de la fonction présidentielle et de la personne du président"⁴⁴.

A ce niveau d'analyse, l'on constate que l'utilisation de l'armée pour consolider l'unité nationale est une technique non pas au service de cette unité, mais pour continuer à entretenir la guerre psychologique traumatique qui a terrorisé la société camerounaise. Désormais, la violence politique physique et symbo-

lique, légitime et illégitime programmatique ou non est au cœur des rapports gouvernants-gouvernés⁴⁵. La militarisation de l'État, tout comme l'équilibre régional, constituent les matrices de la désunion et de la désintégration sociales au profit de la pérennisation et de la solidification du pouvoir en place. On peut se demander quelles stratégies fiables et viables pourraient donc être utilisées pour une réelle unité nationale.

III- PERSPECTIVES POUR UNE RÉELLE UNITÉ NATIONALE AU CAMEROUN

A- Le respect des accords de Fouban, prélude à l'unité nationale

La fracture sociale qui sévit au Cameroun permet aux scientifiques de s'interroger sur les stratégies fondamentales pour une cohésion sociale. Pour cela, l'une des premières mesures pour une réelle unité nationale est le respect des accords de Fouban. En effet, comme nous l'avons montré plus haut, il y avait eu deux interprétations de ces accords. Les Anglophones pensaient avoir un accord définitif, alors que les francophones savaient qu'il s'agissait d'une étape à la forme définitive de l'État. Il faudrait donc que les pouvoirs politiques en place, au-delà des discours politiques, respectent ces accords en remettant en place le fédéralisme. Ceci permettra à l'entité anglophone de se sentir concernée voire intégrée dans la marche de la nation. De plus, cela permettra d'essayer les soupçons avérés ou supposés de l'annexion et de l'exploitation du pétrole au profit de l'État centralisé. Il va s'ensuivre une réorganisation politico-administrative qui va permettre une représentativité considérable des anglophones dans les institutions étatiques. Car, l'unité nationale ne passe pas par l'assimilation ou l'annihilation de l'autre. Elle passe par l'intégration, l'acceptation des différences. Elle passe aussi et surtout par le dépassement de ces différences qui doivent, en fin de compte devenir nos valeurs, nos richesses. Parce que, dans la musique de l'univers, chacun apporte une note différente mais nécessaire à la grande symphonie⁴⁶.

B- Valoriser les héros nationaux et "désenvouter" les politiques de la paranoïa de la figure du "maquisard"

Le Cameroun doit faire un deuil national de ses héros de l'indépendance. Cette grande messe nationale sera l'occasion de communier et d'échanger avec les Camerounais de tous bords sur la grandeur des

41. A. Zozime Tamekamta, op.cit., p. 3.

42. Chantal Pélagie Belomo Essono, "Sécurité et ordre politique au Cameroun : entre dynamiques internes et connexions internationales", *Revue africaine des relations internationales*, vol. 12, n^{os} 1 & 2, 2009, p. 57.

43. *Ibid.*

44. *Ibid.*

45. A. Zozime Tamekamta, Op.cit., p. 3.

46. P. Diagne, "Renaissance et problèmes culturels en Afrique", in Alpha Sow, Ola Balogun, Honorat Aguessy, Pathé Diagne, *Introduction à la culture africaine. Aspects généraux*, Paris, UNESCO, 1977, p. 246.

sacrifices et l'importance du sang versé pour la libération du Cameroun. L'absence de ce deuil participe à balkaniser l'opinion publique camerounaise autour des notions de "maquisards", de "terroristes" et de "rebelles", termes qui réapparaissent aujourd'hui dans les crises qui secouent le Cameroun (régions anglophones, Boko Haram). S'il est important de reconnaître la portée historique du décret de 1990⁴⁷, cette décision ne suffit pas pour autant. Ce, surtout parce que la figure du "maquisard" continue de hanter les hommes politiques camerounais. Au fil du temps, ils ont procédé par effacement, voire par substitution des héros de l'indépendance. Les termes comme "père de la nation", "grand Camarade", "père de l'indépendance" sont employés pour se fabriquer, de fait, une image symbolique. Pour avoir été aux côtés de l'administrateur colonial ou pour n'avoir pas joué un rôle central, Paul Biya et Ahidjo ont décidé de faire table rase de l'histoire des vrais pères de l'indépendance. L'esprit de Ruben Um Nyobe, Castor Ossendé Afana, Ernest Ouandié, Félix Moumié et les autres Upécistes, hante encore les dirigeants camerounais. Dans son souci de purger le pays d'une part importante de son passé, le pouvoir n'a pas hésité à s'investir dans la production d'une histoire officielle expurgée des souvenirs jugés "dangereux"⁴⁸. Dans les discours officiels et les manuels d'histoire, l'indépendance et la réunification des deux Cameroun furent présentés comme des trophées du régime postcolonial⁴⁹.

Il faut se défaire de cette paranoïa. L'unité nationale passe par la reconnaissance et la valorisation de ces héros nationaux qui ont combattu pour l'indépendance du Cameroun. Ceci suppose par exemple la création d'un "Musée des Héros" visité par les touristes nationaux et internationaux. Les tombes serviront de sanctuaires de mémoire et des lieux de pèlerinage. Il s'agira en effet, d'établir des lieux de communion et de recueillement de tous les héros du Cameroun, quels qu'il soit. Tous les groupes sociologiques se reconnaîtront en ces héros. Ce sera également l'occasion de constater qu'à un moment donné de l'histoire du Cameroun, les forces religieuses, politiques, cultu-

47. Il s'agit de la loi n° 91/022 portant réhabilitation de certaines figures de l'histoire du Cameroun du 16 décembre 1991. En son article 1^{er}, de cette loi stipule clairement qu'elle "porte réhabilitation de grandes figures de l'histoire du Cameroun, aujourd'hui disparues, qui ont œuvré pour la naissance du sentiment national, l'indépendance ou la construction du pays, le rayonnement de son histoire ou de sa culture."

48. Y. Mintoog, "La fabrication de l'unité nationale au Cameroun: dynamique consensuelle ou projet hégémonique?", *Africultures*, décembre 2004.

49. *Ibid.*

relles et syndicales se sont mises ensemble, transcendant les différences, pour lutter contre un ennemi commun.

C- La vulgarisation de l'histoire et de la culture du Cameroun, creusets de la conscience nationale

L'Upéciste Antoine Nyembel Yebel nous disait dans une interview que la remise en cause de nos cultures était l'une des raisons pour lesquelles les Camerounais se sont engagés dans les luttes de libération nationale⁵⁰. Cette affirmation permet d'apercevoir l'importance de la culture dans la société camerounaise. Cette lutte a été acharnée, organisée et nationale grâce à la maîtrise des savoirs endogènes. Il devient urgent pour les politiques de vulgariser ces savoirs ancestraux par le biais des médias, des réseaux sociaux, des conférences, par le financement de la recherche afin de créer une véritable conscience nationale. La vulgarisation de l'histoire du Cameroun, quel qu'elle soit participera à consolider les liens entre les peuples et à éliminer les barrières tribales. On pourra par exemple savoir que les Eton sont rattachés aux Bamiléké, les Fongo de Zoétélé ont un ancêtre commun avec les Pongo de Dibombari, que les Bagangte ont un ancêtre Sawa⁵¹. L'anthropologue Prince Dika-Akwa Nya Bonambela montre dans ses recherches que le peuple Bamiléké représente une mosaïque de peuples d'origines diverses à l'exemple des Ndo, des Tikar, des Basaa, des Sow, des Baya, des Douala⁵². Ce qui, à notre avis, permettra de comprendre que tous les Camerounais sont liés par des liens de parenté et de sang, ayant des ancêtres communs originaires de l'Égypte des pharaons. La construction d'un État uni par ses différences passe incontestablement par la maîtrise du passé et de notre civilisation. Cheikh Anta Diop écrit à ce sujet que "c'est seulement une connaissance réelle du passé qui peut amener dans la conscience le sentiment d'une continuité historique indispensable à la consolidation d'un État multinational"⁵³.

Le vide et la crise historiques que traverse la Cameroun justifient à bien des égards, la désunion sociale et la résurgence des luttes tribales. L'ignorance

50. Entretien avec Nyembel Yebel Antoine de Padoue, ancien secrétaire du Secrétariat Administratif/Bureau Liaison, 84 ans, Limai, le 7 mai 2017 à 17h30.

51. Interview de l'anthropologue Paul ABOUNA à la CRTV sur le thème "Vivre-ensemble: les Camerounais sont tous frères et sœurs", le 4 juin 2018.

52. P. Dika-Akwa Nya Bonambela, *Les problèmes de l'anthropologie et de l'histoire africaines*, Yaoundé, CLE, 1982, p. 136.

53. C. A. Diop, *L'unité culturelle de l'Afrique*, cité par P. Diagne, *Op.cit.*, p. 228.

des liens ancestraux entre Camerounais favorise les replis identitaires et le communautarisme, fondement de la fragilisation de l'Etat-Nation. Maitriser l'histoire, c'est maitriser l'homme, sa culture et ses admirables inventions. L'ignorer par contre, c'est jeter les bases de l'individualisme outrancier, de la division et du suprématisme. Epurer les cœurs et les esprits des Camerounais pour une réelle cohésion sociale, passe par la maitrise du passé et de la culture. Ne pas le reconnaître, c'est attiser de plus en plus la *somalisation* du pays, l'égoïsme et le népotisme. Comme l'affirme Edouard Blyden "Si nous voulons bâtir une nation indépendante, une nation forte, nous devons prêter oreille aux chants de nos frères de sang, quand ils chantent leur histoire, quand ils content leurs traditions, quand ils rapportent les événements merveilleux et mystérieux de leur vie ethnique et nationale, quand ils décrivent la perfection de ce que nous appelons leurs superstitions. Nous devons prêter une oreille attentive aux Kroumen, aux Pesseh et aux Golah qui labourent nos champs. Nous devons lire les œuvres, si difficiles qu'elles nous paraissent, des Mandingues et des Vai"⁵⁴.

CONCLUSION

Pour ne pas conclure cette réflexion liminaire, nous pouvons préciser que depuis les indépendances, la quête de l'unité nationale a entraîné la désunion. Cette désunion a causé à son tour la consolidation du pouvoir politique, considéré par beaucoup de Camerounais comme illégitime. L'instrumentalisation de l'ethnie et la tribalisation du jeu politique sont des obstacles réels à l'édification d'une véritable nation. La militarisation et l'équilibre régional ne peuvent être considérés comme des solutions idoines pour l'unité nationale au Cameroun. Bien au contraire, il s'agit des boucs émissaires pour pérenniser un pouvoir gérontocratique et anti-démocratique. Ce pouvoir archipélagique par rapport au fait qu'il ne parvient plus à répondre aux besoins des couches sociales dans certaines régions, nécessite une refonte pour une meilleure lisibilité de l'avenir. Un changement de logiciel et de paradigme s'impose afin de construire une nation plus juste. L'accélération de la démocratie, la lutte irréversible contre la corruption, l'ethno-fascisme qui gangrène désormais les réseaux sociaux, le tribalisme, le népotisme sont les chantiers que doit déployer de l'État camerounais, s'il a réellement besoin d'une intégration nationale.

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

- Bayart J. F., "L'Union Camerounaise", *Revue française de science politique*, n° 4, 1970.
- Belomo Essono Chantal Pélagie, "Sécurité et ordre politique au Cameroun : entre dynamiques internes et connexions internationales", *Revue africaine des relations internationales*, vol. 12, Nos. 1 & 2, 2009.
- Mbembe A., *Les jeunes et l'ordre politique en Afrique noire*, Paris, L'Harmattan, 1983.
- Nkot Pierre Fabien, "Le référendum du 20 mai 1972 au Cameroun : analyse de quelques tendances de la doctrine", *Les Cahiers de droit*, Volume 40, numéro 3, 1999.
- Nkoyock J., (sous dir), *Le vivre ensemble et la dynamique du lien social au Cameroun. "Quel Cameroun voulons-nous pour nos enfants?"*, Edi-CAD, Douala, 2019.
- Olinga Michel, "Aspects de la construction nationale après les indépendances camerounaises : le désir de sécession (1960-2009)", Thèse de Doctorat en Etudes anglophones, Université Paris-Sorbonne, 2011.
- Tchinda Kenfo J., "Le problème anglophone au Cameroun : réponse par le développement participatif au développement territorial", NDR n° 29, Thinking Africa, juillet 2017.
- Yodou Sibeudeu Alain Patrick, "Justice politique et prévention des conflits dans les sociétés pluriethniques : cas de la politique de l'équilibre régional au Cameroun.", Master II en sciences sociales, option : gouvernance et actions publiques, Université catholique d'Afrique centrale, 2011.
- Zozime Tamekamta A., "Cameroun : piliers de la présidence Biya et perspectives", NDR n° 14, Thinking Africa, novembre 2014.

54. Cité par P. Diagne, Op.cit., p. 251.